

Transcription de l'interview de Josep Borrell Fontelles (San Domenico di Fiesole, 13 juillet 2011)

Légende: Transcription de l'interview de Josep Borrell Fontelles, Ministre des Travaux publics (1991-1996), député européen (1996-2004), membre de la Convention sur l'avenir de l'Europe (2002-2003) et Président du Parlement européen (2004-2007), réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 13 juillet 2011 à San Domenico di Fiesole (Florence). Conduit par Cristina Blanco Sío-López, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les origines de son engagement européen; l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes; les relations interinstitutionnelles de l'UE et, en particulier, le rôle du Parlement européen et du groupe socialiste dans le processus de construction européenne; la Convention pour l'avenir de l'Europe; les potentialités du Traité de Lisbonne; et ses expériences à la tête de la Commission mixte pour l'UE, du Parlement européen et de l'Institut Universitaire Européen.

Source: Interview de Josep Borrell Fontelles / JOSEP BORRELL FONTELLES, Cristina Blanco Sío-López. - San Domenico di Fiesole: CVCE [Prod.], 13.07.2011. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:47:28, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_josep_borrell_fontelles_san_domenico_di_fiesole_13_juillet_2011-fr-c8bb2874-08b8-4fa8-ae66-22f493ca76a0.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Josep Borrell Fontelles (San Domenico di Fiesole, 13 juillet 2011)

Table des matières

1. Aux sources de sa vocation européenne.....	1
2. Les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes.....	2
3. Son expérience au sein de la Commission mixte (Chambre des députés -Sénat) pour l'Union européenne.....	2
4. Evolution du sentiment européen en Espagne.....	3
5. Son expérience au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe.....	4
6. Le Traité de Lisbonne : défis, opportunités et impact sur les relations extérieures de l'Union européenne.....	5
7. Son expérience comme président du Parlement européen : défis, influences et perspectives d'avenir.....	6
8. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et les frontières du projet européen.....	7
9. Bilan de la contribution du Parti socialiste au Parlement européen.....	8
10. Les relations entre le Parlement européen, les parlements nationaux et les Comunidades Autónomas espagnoles.....	9
11. Le rôle du Parlement européen dans l'articulation des relations institutionnelles au sein de l'Union européenne.....	9
12. Le défi communicationnel du projet européen.....	10
13. Projets d'avenir.....	11
14. L'apport de l'Espagne au processus de construction européenne.....	12

1. Aux sources de sa vocation européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Bonjour.

[Josep Borrell] Bonjour.

[Cristina Blanco Sío-López] Je tiens avant tout à vous remercier pour votre amabilité et pour cet entretien que vous nous accordez afin de participer à notre projet «L'Espagne et la construction européenne». Pour commencer, je voudrais vous demander ce qui a été à l'origine de votre intérêt pour une dimension européenne de la politique, compte tenu de votre carrière, de vos expériences à l'étranger – à Stanford et à Paris – ou de ce tournant radical que vous avez pris, passant d'une carrière académique et scientifique (ou interdisciplinaire) à une carrière davantage orientée sur la politique.

[Josep Borrell] L'Europe faisait partie du bagage intellectuel de la génération qui a réalisé la transition vers la démocratie. Nous avons gardé le cap... nous sommes restés concentrés sur l'Europe car elle faisait partie de nos ambitions. Nous étions des Européens avant la lettre. Nous étions des Européens sans le savoir ou plutôt en le sachant mais de façon très machinale et intuitive. Cela s'explique par le fait que, pendant toutes les années de la dictature, l'Europe a été une référence évidente pour nous tous. Cette orientation européenne était donc toute naturelle.

2. Les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes

[Cristina Blanco Sío-López] Par rapport à votre carrière ultérieure au gouvernement, pendant l'étape socialiste, comment avez-vous vécu les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes?

[Josep Borrell] Ces négociations mais également la mise en œuvre ultérieure des politiques européennes ont occupé toute la période qui va du début des années 1980 au milieu des années 1990. Tout a été fait en fonction de l'Europe et, pour une grande partie, grâce à l'Europe. L'Espagne a fait son entrée dans l'Europe en 1986. Pour y arriver, les négociations avaient démarré avec l'arrivée du gouvernement socialiste et le nouvel élan que celui-ci avait imprimé au pays. Entre 1982 et 1986, je me rappelle très bien que ces négociations ont été rendues difficiles par des questions insignifiantes. Pour entrer dans l'Europe, nous avons dû patienter plusieurs années de trop à cause de l'opposition de la France, qui craignait une éventuelle concurrence des laitues et tomates espagnoles. Tout prosaïque qu'il soit, ce problème a largement retardé l'adhésion de l'Espagne aux Communautés. Puis sont arrivées les années Maastricht, l'ambition de faire partie du projet de l'euro, la lutte pour l'obtention de la convergence, la mise en œuvre des fonds de cohésion... Pour commencer, étant responsable des finances, il m'est revenu d'appliquer ou d'adapter le système fiscal espagnol au système européen avec la mise en place de la TVA. Aujourd'hui celle-ci nous paraît naturelle, comme si elle avait toujours existé mais, à cette époque, l'Espagne avait un système fiscal médiéval, composé d'une foule de petits impôts indirects sans structure cohérente. Pour introduire la TVA, nous avons dû procéder à une opération de chirurgie fiscale dont le résultat était incertain. En fin de compte, je crois que nous pouvons nous en féliciter. Puis cela a été la période de mise en œuvre des fonds structurels. Pour un ministre des travaux publics, poste que j'occupais à l'époque, cela signifiait l'opportunité unique de disposer de ressources d'investissement considérables qui, sans aucun doute, ont contribué à changer le visage de l'Espagne. Aujourd'hui l'Espagne est un pays possédant des infrastructures très modernes, probablement l'un des États membres de l'Union européenne les mieux dotés d'infrastructures physiques. Elle montre un contraste frappant avec l'Espagne en espadrilles et celle du cantonnier qui appliquait du goudron pour réparer la route, une image que ceux de ma génération ont encore en mémoire. Contrairement à votre génération, qui n'a pas connu cette époque. Pour passer du cantonnier aux autoroutes et au train à grande vitesse AVE, il y a un bond énorme qui a été accompli en très peu de temps, sans aucun doute en grande partie grâce à l'adhésion de l'Espagne à l'Europe.

3. Son expérience au sein de la Commission mixte (Chambre des députés -Sénat) pour l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Abordons, si vous le voulez bien, votre expérience ultérieure au sein de la commission mixte Congrès-Sénat. Comment avez-vous vécu cette étape et cette fonction?

[Josep Borrell] Nous parlons donc de la dimension parlementaire, n'est-ce pas?

[Cristina Blanco Sío-López] Oui.

[Josep Borrell] Comme je vous le disais, nous avons vécu notre période au gouvernement dans un premier temps en négociant, puis en mettant en œuvre. Plus tard, quand nous nous sommes retrouvés dans l'opposition, nous avons connu une période parlementaire pendant laquelle nous avons eu la

chance de travailler sur la grande question de la réforme des traités et sur la Convention. Cette période m'a permis de voir à quel point les parlements nationaux suivent de loin, de trop loin, les thèmes européens. Notre parlement, par exemple, n'a pas le même degré de contrôle ni même de connaissance sur l'activité européenne que d'autres parlements, comme le danois. Dans ce pays, le ministre compétent, avant de se rendre au Conseil, passe par le parlement pour y expliquer ce qu'il va négocier et recevoir des instructions sur les limites de la négociation. Parfois il reçoit même une mission impérative. Quant au parlement espagnol, qui est intuitivement pro-européen, européeniste, il n'avait à ce moment ni le temps ni les moyens d'attacher aux thèmes européens l'importance qu'ils méritaient déjà. Les thèmes européens étaient considérés comme acquis. Aujourd'hui les choses ont changé. Les thèmes européens sont examinés de plus près et avec plus d'attention. Pendant mes années de présidence de la commission mixte, les thèmes européens n'attiraient pas l'attention. Pour voir cette situation changer, il a fallu attendre 2002 et la problématique de la Constitution. Le parlement était donc en quelque sorte orphelin pour ce qui concernait le travail de la commission mixte en matière européenne. Non pas que nous ignorions les thèmes européens, mais simplement l'attention politique en était très éloignée.

4. Evolution du sentiment européiste en Espagne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour évoquer le sentiment européeniste, comment jugez-vous son évolution en Espagne tout au long de ces années?

[Josep Borrell] Le sentiment européeniste?

[Cristina Blanco Sío-López] Oui.

[Josep Borrell] À mon avis, le sentiment européeniste a grandi – et de beaucoup – jusqu'à l'arrivée de la crise. Ce sentiment s'est certainement développé pendant les années de grands investissements européens, quand on voyait tous ces panneaux disant: «Ces travaux sont financés par l'Union européenne, par le Fonds européen de développement régional, le FEDER...». Le FEDER est de ces acronymes qui ont envahi la géographie espagnole. Aux quatre coins du pays, on voyait des panneaux affichant l'acronyme FEDER. En Espagne, je crois que monsieur Tout-le-monde savait ce qu'était le FEDER, ou du moins avait lu cet acronyme sur un panneau annonçant des travaux publics. L'Europe nous a imposé des sacrifices, nous a obligé à fermer des industries obsolètes et subventionnées qui n'étaient pas compétitives; elle a imposé des quotas à notre production laitière, par exemple. Elle n'a pas fait que des cadeaux à l'Espagne. Le pays a dû faire un effort d'adaptation, mais il l'a fait de bonne grâce car il était conscient que son intégration dans l'Europe, premièrement, était son destin naturel. L'Espagne ne pouvait être la prolongation de l'Afrique du Nord. Nous devons nous intégrer pleinement à l'Europe et dépasser les fameuses Pyrénées, qui évidemment étaient toujours là. Deuxièmement, nous savions que cette intégration nous permettrait de prospérer plus rapidement, notamment grâce aux aides que nous allions recevoir pour rééquilibrer nos territoires. Cette période a supposé des efforts, des sacrifices et même des perdants. Mais dans l'ensemble le pays en est sorti gagnant. Le sentiment dominant était que l'Europe ouvrait la porte à la prospérité, à la liberté politique, voire au développement d'une dimension sociale. À tel point que lorsqu'est arrivée l'adhésion, à laquelle l'Espagne, pour des raisons objectives... pardon, je voulais dire l'élargissement, l'élargissement vers l'est, à laquelle l'Espagne, pour des raisons objectives, aurait dû s'opposer... Il était évident que ces pays nous concurrenceraient pour bénéficier des fonds structurels, que nous serions plus nombreux à nous partager un gâteau pas beaucoup plus grand. Les parts seraient plus petites pour tous, mais en particulier pour les pays qui recevaient déjà des parts généreuses depuis de nombreuses

années. Nous aurions dû nous opposer à cet élargissement. Nous aurions dû dire: «Non, nous n'en voulons pas. Il faut refuser l'adhésion d'autres pays car cela se fera à notre détriment.» Mais cela ne s'est pas passé ainsi. L'opinion publique, tout le monde était favorable à cet élargissement. Il n'y a pas eu d'attitude ou de sentiment égoïste de rejet. Nous pensions que d'autres pouvaient bénéficier de ce dont nous avons profité auparavant. Nous caressions l'idée d'une grande Europe, d'une Europe politique, d'une Europe qui s'étendait, qui accueillait les pays qui étaient restés longtemps séparés de nous à cause d'une dictature. Une expérience que, somme toute, nous avons nous-mêmes connue. Nous qui avons dû patienter si longtemps à cause de la dictature, nous voyions d'un œil bienveillant la perspective d'adhésion de pays qui avaient suivi un parcours similaire. Puis la crise est apparue. Elle explique pourquoi l'Europe n'est maintenant plus perçue de façon aussi positive. La bonne fée qui offrait des cadeaux s'est transformée en marâtre qui impose de la discipline, ce qui, naturellement, n'est plus reçu avec le même enthousiasme. Et cela est préoccupant. Si l'on devait refaire un référendum sur un nouveau traité européen, il est certain qu'il ne donnerait plus un vote massivement favorable, comme celui exprimé pour le projet de Constitution, pour la Constitution non nata, n'est-ce pas? Aujourd'hui il y aurait sûrement davantage de réticences, voire de résistance, car l'Europe n'est plus seulement une source de moyens, elle est aussi une autorité qui impose une discipline parfois difficile à accepter. Nous avons beaucoup bénéficié de l'euro. Il a été très avantageux pour nous. Pour moi, la crédibilité que l'euro nous a accordée est plus importante que les capitaux que nous ont offerts les politiques régionales ou sociales. En effet, grâce à l'euro, notre monnaie n'a pas été dévaluée. Sans l'euro, nous n'aurions pas connu ces années de croissance intensive, depuis le milieu des années 1990 jusqu'à maintenant. Nous avons eu des taux d'intérêt très bas, plus bas que l'inflation, ce qui est très avantageux pour les investissements. Je pense que nous n'en avons pas bien profité car nous n'avons pas utilisé l'euro d'une façon optimale dans le cadre d'une stratégie à court terme. Nous avons commis des excès, nous nous sommes endettés dans une mesure qui n'aurait pas été possible sans l'euro. Mais ce n'est pas la faute de l'euro. Ce qui est à incriminer, c'est l'usage que nous en avons fait. Si une personne utilise un médicament de façon excessive ou disproportionnée et que des problèmes en découlent, ce n'est pas la faute du médicament mais de cette personne. Quoi qu'il en soit, la situation étant ce qu'elle est, nous devons procéder aux ajustements nécessaires pour récupérer les marges perdues. Ce ne sera pas facile. Encore une fois, ce n'est pas la faute de l'Europe mais la nôtre. Cela n'empêche pas que la vision que la population, les nouvelles générations ont aujourd'hui de l'Europe est bien différente de celle que nous avons voici une trentaine d'années.

5. Son expérience au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe

[Cristina Blanco Sío-López] Vous évoquiez le traité constitutionnel. J'aurais aimé savoir en quoi a consisté votre participation à la Convention en tant que représentant du Groupe socialiste. Pourriez-vous nous parler des luttes livrées, des résultats obtenus, de vos initiatives et nous livrer votre impression générale?

[Josep Borrell] En réalité, à la Convention je ne représentais pas le Groupe socialiste mais le parlement espagnol. Vous savez que la Convention était formée de représentants des gouvernements, des parlements et des institutions européennes. J'ai quant à moi eu l'honneur de représenter le parlement espagnol. Cette charge a été incontestablement une grande opportunité personnelle. Cette année et demie de la Convention a été fantastique du point de vue de l'apprentissage politique. Nous tâchions de modeler l'avenir. Nous rédigeons les textes qui devaient définir l'Europe de demain. De toute évidence, nous péchions par excès d'enthousiasme, en particulier les Espagnols. Nous les Espagnols, nous allions à la Convention avec le sentiment de devoir faire quelque chose de plus qu'une simple simplification des traités, qui était notre mandat officiel. Nous devions aller plus loin

que ce mandat et construire un projet de Constitution européenne car nous pensons que le mot «Constitution» éveillerait un enthousiasme latent parmi les citoyens européens qui, prenant conscience que là était la voie vers une union politique, apporterait un appui massif à ce projet. En réalité, c'est le contraire qui s'est passé. Le mot «Constitution» a suscité plus de méfiance que d'enthousiasme, a plutôt éveillé une crainte de voir s'ériger un État supranational qui limiterait l'autonomie des États membres. Dans cette période de conjoncture économique difficile, le projet n'a pas pris son envol. S'il en est ainsi, c'est certainement parce qu'on n'a pas suivi le proverbe «il faut donner du temps au temps». Résultat, il a fallu transformer le projet et entreprendre de maquiller les dénominations, de limiter les symboles de ce que nous avons voulu mettre dans le texte constitutionnel. En somme, sans aucun doute, cette année et demie de la Convention a été un grand moment mais aussi une certaine désillusion – appelons un chat un chat – puisque ce texte qui portait en lui une définition politique de l'Europe a dû subir des limitations en raison du rejet d'une bonne partie des peuples de l'Union. À mon sens, le rejet ne visait pas le projet de cette Europe qu'on leur proposait. Je pense plutôt que l'idée d'ouverture a provoqué des craintes. Finalement, nous avons un avant-goût de ce que nous vivons actuellement, n'est-ce pas? Aujourd'hui, nous voyons plus clairement la crainte des peuples européens face à la mondialisation, à l'ouverture, à l'excès de libéralisation, à la perte d'identité, au sentiment d'être envahis. La crainte de ne plus être nous-mêmes, de voir notre espace occupé par d'autres, de constater que les autres ne s'intègrent pas avec nous. La crainte aussi que la concurrence internationale nous fasse perdre nos emplois. Il apparaît pour l'instant un sentiment en faveur d'une certaine «renationalisation», d'un certain retour chez soi... les frontières semblent se reformer. À l'époque, ce sentiment existait déjà – bien que dans une moindre mesure – et il a été en grande partie à l'origine de ce rejet du projet constitutionnel.

6. Le Traité de Lisbonne : défis, opportunités et impact sur les relations extérieures de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] En ce qui concerne l'actuel traité de Lisbonne: selon vous, quelles sont les possibilités de l'ajuster à ce monde dont les axes sont en train de se déplacer?

[Josep Borrell] Ces possibilités sont nombreuses mais, pour certains aspects, elles sont insuffisantes. En matière de gouvernance économique, le traité constitutionnel innove peu. Au sein de la commission d'économie de la Convention, cela n'avait pas été souhaité. Nous avons pourtant beaucoup insisté pour doter l'Europe d'un mécanisme de coordination des politiques économiques, pour l'appeler ainsi. Nous avons dit qu'il fallait avancer dans l'intégration, non seulement en appliquant une politique monétaire uniforme et centralisée, mais également en coordonnant les politiques budgétaires et fiscales, sans quoi l'euro trébucherait en cas de crise comme celle que nous traversons. Tout cela avait été dit mais il n'en a pas été tenu compte. Le traité de Lisbonne ne dispose pas des instruments nécessaires pour affronter la crise. Il a été démontré que, lorsque nous nous trouvons devant une crise, tout ce que le traité peut faire se résume à des interdictions: «Il est interdit de faire ceci ou cela.» L'Europe ne dispose donc pas des instruments nécessaires pour affronter une crise profonde telle que celle que nous avons vécue, cela à cause du peu d'ambition montré lors de l'élaboration du traité de Lisbonne. On a innové sur certains aspects, mais beaucoup plus en matière de relations internationales que de gouvernance économique. Maintenant il faut modifier le traité en se dépêchant, même après avoir fait des choses dont certains disent qu'elles n'ont pas leur place dans les traités. Somme toute, que telle ou telle chose s'y trouve ou non, le traité s'est avéré insuffisant quand la crise est arrivée. J'allais dire: «Il faudrait en lancer une réforme.» Mais il n'y a aujourd'hui aucune volonté de lancer une nouvelle réforme des traités, car tout le monde a retenu la leçon des efforts énormes à accomplir pour élaborer un traité, de toutes les résistances et difficultés qu'il faut

vaincre. Aujourd'hui un nouveau traité plus approfondi, un traité de réforme ou de transformation rencontrerait des résistances beaucoup plus opiniâtres que celles qu'avaient suscitées la Constitution ou le traité de Lisbonne, même en Espagne.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous venez de mentionner les aspects développés par le traité de Lisbonne concernant les relations internationales. Quel est votre avis sur la création du Service pour l'action extérieure et sur toutes les nouveautés qui portent sur cette dimension?

[Josep Borrell] Le Service pour l'action extérieure est l'instrument dont l'Europe doit se doter pour développer cette politique commune qu'elle dit vouloir suivre, mais les instruments ne sont utiles que si on veut les utiliser, c'est-à-dire s'il existe la volonté politique de les utiliser. Si cette volonté politique fait défaut, nous aurons beau disposer d'instruments, nous n'avancerons guère. Il n'empêche que ces instruments sont indispensables. En matière de politique extérieure, on a en effet créé des instruments, des procédures et des fonctions qui n'existaient pas auparavant. On peut se demander si tout cela a beaucoup servi jusqu'à présent. Je dirais que non. Par rapport aux événements en Libye, par exemple, nous ne pouvons pas nous sentir très satisfaits de notre capacité d'action en tant qu'acteur mondial. Pour ma part, je me contenterais d'un rôle d'acteur local. En Méditerranée, qui est un domaine régional, local, proche de nous, nous aurions au moins dû nous montrer capables d'une action commune. En réalité, la confusion a été aussi grande qu'au moment de la guerre en Irak. En conclusion, nous ne pouvons être satisfaits de l'usage que nous faisons des instruments que le traité de Lisbonne met à la disposition de l'Europe pour avancer sur le plan de la politique extérieure.

7. Son expérience comme président du Parlement européen : défis, influences et perspectives d'avenir

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. J'aurais également voulu que vous nous parliez de votre période à la présidence du Parlement européen, de vos projets et de vos attentes quand vous avez accédé à ce poste, mais aussi des principales difficultés que vous avez rencontrées et de votre avis global sur cette période.

[Josep Borrell] L'avis que j'en ai ne pourrait pas être plus positif. Être président du Parlement européen est non seulement un grand honneur, puisque l'on représente les peuples de l'Europe au niveau institutionnel, mais c'est aussi une fantastique opportunité de connaître le monde. C'est un poste d'où l'on a une vue extrêmement étendue sur tout ce qui nous entoure. Un poste très difficile à obtenir. J'ai eu la chance immense de pouvoir exercer cette fonction pendant deux ans et demi. À tout dire, je trouve que ce mandat est trop court pour pouvoir l'assumer pleinement. C'est presque une course contre la montre. En effet, sur la période impartie, il faut se rendre dans tous les États membres de l'Union, établir des relations avec les parlements nationaux, ainsi que faire entendre la voix du Parlement face au Conseil et à la Commission. Il faut assurer ce que l'on appelle aujourd'hui la diplomatie parlementaire à l'égard des pays tiers. Mon mandat a été marqué, premièrement, par le rejet du projet constitutionnel et l'élaboration d'un traité remplaçant ce projet. Ce traité, celui de Lisbonne, a d'ailleurs été signé quelques mois après la fin de mon mandat de président du Parlement. En revanche, il m'est revenu de réparer les pots cassés, après le «non» constitutionnel, pour élaborer un autre projet. Par la suite, nous avons dû affronter la crise de l'Europe sociale, en ce sens que nous avons pris conscience du fait que le rejet de la Constitution avait des racines sociales profondes. L'Europe sociale décevait mais, plus tard, ce problème a été supplanté par celui de la lutte contre le terrorisme, qui a marqué cette période au bout du compte. Mais dans l'ensemble, de toutes les expériences politiques que j'ai connues, cette période a pour moi été la plus riche.

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles sont les personnalités qui vous ont le plus marqué à cette époque? Quelles personnalités, européennes ou nationales, rencontrées dans le cadre de votre mandat ont eu sur vous l'influence la plus profonde?

[Josep Borrell] À cette époque, nous avons eu la présidence anglaise. Au Parlement, le président Blair s'est révélé un grand orateur, un charmeur de serpent. En effet, quand il s'adressait à des parlementaires qui lui étaient hostiles a priori, il parvenait à susciter une telle empathie et une telle communication émotionnelle qu'on finissait par lui accorder ce qu'il voulait... Il y a aussi eu Juncker, l'actuel président de l'Eurogroupe qui l'était déjà à l'époque. Cette personnalité de la droite européenne semble davantage social-démocrate de par son approche. Je me rappelle que depuis le siège présidentiel on voit très bien tout l'hémicycle. Quand Blair y apparaissait durant la présidence britannique, il était beaucoup plus applaudi par la partie droite de l'hémicycle que par la gauche. La veille, Juncker y était intervenu, et lui avait été beaucoup plus applaudi par la partie gauche de l'hémicycle que par la droite. Les rôles étaient donc un peu inversés. Une autre personnalité qui m'a marquée est Guy Verhofstadt, aujourd'hui député européen et à l'époque Premier ministre belge. Autant de personnes qui ont joué un rôle important au cours de cette période. Il y en a eu beaucoup d'autres, mais avec lesquelles je n'ai pu établir de relations. Parmi les personnalités étrangères que j'ai eu l'occasion de connaître, les deux qui m'ont le plus impressionné ont été le Premier ministre et le président de la Chine, deux hommes qui, avec leur savoir-faire, illustrent ce que représente la Chine dans le monde contemporain. J'ai également eu l'occasion de voir un monde qui m'avait jusqu'alors paru relativement distant: tout le sud-est asiatique. Nous les Européens, nous n'avons pas vraiment conscience de notre petite taille par rapport à ces colosses qui accèdent à la vie internationale en tant que nouveaux acteurs disposés à jouer pleinement leur rôle. Dans un avenir proche, les Européens ne représenteront plus que 5 % de la population mondiale. Je ne dirais pas une espèce en voie de disparition mais, en tous cas, une population caractérisée par un poids démographique minime et, en plus, un âge moyen très élevé. Non seulement nous sommes peu nombreux mais nous commençons à nous faire vieux. Notre position dans le monde dépend donc, de façon critique, de notre capacité à nous unir et à dépasser cette fragmentation en parties encore plus petites. Elle dépend aussi de notre capacité à absorber des immigrants qui, apparemment, nous offrent le seul moyen d'accroître notre démographie. Quand on ouvre les yeux sur le monde et que l'on perçoit celui-ci dans toute sa dimension et sa complexité, on prend conscience de l'importance que revêt le processus d'intégration européenne. La question est donc de savoir jusqu'à quel point nous avons besoin de plus d'Europe et jusqu'à quel point il faut lutter contre la tendance naturelle, ravivée par la crise, de vouloir moins d'Europe pour revenir chacun à ses racines, à notre petit monde, qui est en effet très petit par rapport au monde en construction.

8. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et les frontières du projet européen

[Cristina Blanco Sío-López] Au cours de votre période de présidence du Parlement européen, vous avez également vécu les défis de cet élargissement vers les pays de l'est que vous avez déjà mentionné. Selon vous, quelles devraient être les ultimes frontières du processus de construction européenne?

[Josep Borrell] Pendant les derniers jours de mon mandat, il m'a incombé d'accueillir au Parlement les nouveaux députés européens de Roumanie et de Bulgarie. Ceux-ci étaient arrivés en dernière minute d'un processus incertain dont il a fallu attendre la fin pour savoir si les pays en question pouvaient entrer ou devaient passer par une étape d'attente supplémentaire. Cette nouvelle étape n'a pas été imposée: bonne ou mauvaise chose, ils sont entrés. Que cette décision ait été bonne ou non,

cela peut se discuter maintenant. Une décision, sans doute, davantage motivée par des critères politiques que par des circonstances objectives... Quoiqu'il en soit, il m'est revenu d'accueillir la Roumanie et la Bulgarie et d'assimiler les nouveaux États membres. Plus particulièrement, j'ai eu la charge d'administrer le changement de dimension du Parlement européen. Ce Parlement que je présidais encore devenait beaucoup plus grand que celui qui avait été confié aux présidents précédents: beaucoup plus de députés, de pays et de langues. La structure devenait beaucoup plus complexe. Il y avait des doutes sur la capacité de ce Parlement à continuer à fonctionner, dans toute sa complexité, avec plus de personnes, plus de pays, plus de langues et donc, sans aucun doute, plus de complication. Cela non seulement pour la nécessité matérielle d'obtenir plus de traductions et d'interprétations, mais aussi en raison du choc de cultures impliqué par un plus grand nombre de pays plus différents. Entre un Français et un Allemand, les cultures politiques sont évidemment différentes, mais moins qu'entre un Espagnol et un Lituanien ou qu'entre un Britannique et un Roumain. Mais le processus s'est bien déroulé: nous avons réussi – avec brio, je pense – cet accroissement quantitatif du Parlement. L'institution s'est fortement agrandie, y compris au niveau des bâtiments qu'elle occupe. Elle est maintenant une petite tour de Babel, n'est-ce pas? Il n'empêche que c'est du Parlement que l'on peut encore espérer un élan accru en faveur de l'intégration européenne.

9. Bilan de la contribution du Parti socialiste au Parlement européen

[Cristina Blanco Sío-López] En ce qui concerne le Groupe socialiste au Parlement européen: quel est votre avis sur l'évolution de ses contributions?

[Josep Borrell] Aujourd'hui le Groupe socialiste est un peu plus hétérogène qu'il y a quelques années. Il a même fallu le rebaptiser pour y intégrer les députés du Parti démocrate italien, lesquels ne veulent pas être qualifiés de socialistes. Il a ainsi été nécessaire d'inventer la dénomination «Alliance progressiste des socialistes et démocrates». Comme si les socialistes n'étaient pas démocrates... Une dénomination un peu erronée, si vous voulez mon avis. On peut être démocrate sans être socialiste mais, de nos jours, il est inconcevable d'être socialiste sans être démocrate. Nous, socialistes européens, il est évident que nous nous disons démocrates en tout premier lieu. Bref, ce parti renferme une énorme diversité d'approches, depuis les principes du Labour Party du Royaume-Uni jusqu'au socialisme espagnol, en passant par le socialisme à la française ou la social-démocratie allemande. Et cela n'a rien de facile de les faire travailler ensemble. Le Groupe socialiste a sans conteste été le grand défenseur de la dimension sociale de l'Europe. C'est lui qui, par exemple, a sans cesse remis sur le tapis la réponse à la crise. L'autre jour à Paris... ou à Aix-en-Provence, en France, l'actuel président des socialistes, Poul Rasmussen, disait que la réponse à la crise reposant uniquement sur l'austérité n'était pas une bonne réponse. Ce n'est pas une réponse adéquate. En d'autres termes, le Groupe socialiste est celui qui défend des positions qui s'écartent du conformisme traditionnel. Ce rôle, quelqu'un doit l'assumer. Et il est très important que ce soit le Groupe socialiste qui l'assume.

10. Les relations entre le Parlement européen, les parlements nationaux et les Comunidades Autónomas espagnoles

[Cristina Blanco Sío-López] Comment voyez-vous la relation qui existe, surtout dans le cas de l'Espagne, entre le Parlement européen, les parlements nationaux et les parlements des communautés

autonomes. À votre avis, comment doit s'articuler cette relation par rapport à leur développement?

[Josep Borrell] Le traité de Lisbonne donne les moyens nécessaires à cette relation. Il établit de nouveaux mécanismes de participation des parlements nationaux aux travaux législatifs européens. Chaque pays doit organiser, en accord avec son ordre juridique, la façon dont y participent également les parlements régionaux, qui sont dotés de fonctions et pouvoirs différents selon le pays. Cela dit, il est évident que le rôle des parlements nationaux s'est très fortement étendu. D'aucuns pensent même que ce pouvoir a trop grandi car il rend encore plus compliqué le processus législatif européen, qui n'était déjà pas simple. Mais en fin de compte, il est impossible de faire participer un plus grand nombre d'institutions sans devoir assumer une plus grande complexité. On a l'impression que le Parlement européen a encore une certaine tendance à envahir les compétences nationales, que le principe de subsidiarité n'est pas bien respecté et qu'il existe une volonté de ne pas baisser la garde. C'est pourquoi ce mécanisme a été créé. Il nous reste à voir comment il fonctionnera en pratique car, sur le papier, il semble avoir été prévu pour tous les cas.

11. Le rôle du Parlement européen dans l'articulation des relations institutionnelles au sein de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Quels sont le rôle et les potentialités du Parlement européen par rapport à l'organisation des relations interinstitutionnelles de l'Union européenne?

[Josep Borrell] Au début de chaque législature, un accord interinstitutionnel est conclu par lequel les trois institutions – Parlement, Conseil et Commission – s'engagent à maintenir entre elles les relations les plus aptes à assurer un travail commun marqué par l'efficacité et l'esprit de coopération. Et chaque année apparaissent des tiraillements pour se mettre d'accord sur la nature de ces futures relations. Le Parlement est, avec la Commission, l'institution qui représente le plus, l'intégration européenne, la dimension européenne du processus, pour ainsi dire. Ce n'est pas le cas du Conseil. Le Conseil constitue la dimension intergouvernementale. L'alliée naturelle du Parlement devrait donc être la Commission, puisqu'ils représentent tous deux l'intérêt général européen face au Conseil, qui lui représente les intérêts particuliers des États membres. Néanmoins, cette alliance naturelle se heurte au fait que, en fin de compte, le Parlement assume également une mission de contrôle de la Commission. Leur relation comporte donc une certaine ambivalence. Le Parlement doit contrôler la Commission mais, en principe, les deux institutions devraient s'allier et faire cause commune face au Conseil. Or il n'en va pas toujours ainsi. Le Parlement et la Commission ne sont pas toujours dans le même camp. Il arrive fréquemment que la Commission soit davantage du côté du Conseil que de celui du Parlement. Dans ce cas, on voit s'estomper cette alliance que je qualifie de «naturelle», cette alliance qu'il faudrait renforcer afin de contrebalancer la force croissante que va acquérir la dimension intergouvernementale. Ce qui s'est passé avec la crise le démontre clairement. La crise a renforcé le rôle du Conseil. La réponse à y apporter a davantage été élaborée dans les cercles intergouvernementaux que par des initiatives de la Commission. Jusqu'à un certain point, il était logique qu'il en soit ainsi. En effet, le Conseil inaugurerait sa présidence permanente, laquelle allait jouer un rôle important. De plus, il est naturel que, devant une situation de crise comme celle que nous vivons, le Conseil soit le lieu où sont menées les négociations directes entre États en vue d'appliquer des politiques qui, par ailleurs, n'auraient pas trouvé leur place dans les traités. La réponse à la crise a été élaborée – difficilement – en dehors des traités, chose que le Parlement a beaucoup critiquée. Le Parlement a reproché la dérive gouvernementale apparue à l'occasion de l'élaboration de la réponse à la crise. Les grands porte-paroles parlementaires, parmi lesquels Martin Schulz et Guy Verhofstadt, se sont montrés très critiques à l'égard de cette attitude des gouvernements consistant à

faire de cette réponse un sujet intergouvernemental. J'ignore s'il aurait été possible de procéder autrement, mais une chose en est ressortie de façon évidente: davantage que la Commission, le Conseil montre aujourd'hui une force, une dynamique et une capacité d'émettre des propositions.

12. Le défi communicationnel du projet européen

[Cristina Blanco Sío-López] Compte tenu de ces relations complexes, comment pourrait-on rendre les institutions plus proches des citoyens? Comment réaliser cette aspiration?

[Josep Borrell] Telle est la grande question que nous nous posons depuis un bon bout de temps et à laquelle nous n'avons toujours pas trouvé de réponse. En d'autres termes, la question est de savoir comment rendre la politique européenne plus attrayante aux yeux des citoyens, qui continuent à agir comme des citoyens nationaux et non européens. Je reconnais que la solution n'est pas facile à trouver car, d'une certaine manière, nous ramons à contre-courant, n'est-ce pas? En effet, les grands partis politiques ne sont toujours pas capables d'européaniser les élections nationales en présentant, par exemple, un candidat de chaque parti à la présidence de la Commission. Compte tenu de la lutte pour les intérêts nationaux, de la faiblesse des partis politiques européens, de la fragmentation linguistique, etc., il est difficile de former une politique européenne qui soit perçue comme telle. D'ailleurs, les élections européennes sont bien souvent un remake des élections nationales. Bien sûr, au fur et à mesure que l'on discutera en Europe de thèmes plus proches du citoyen, cette dimension européenne de la politique nationale augmentera. Mais nous en sommes encore loin. À mon sens, il faudrait commencer par faire en sorte que la politique européenne soit mieux perçue et plus facile à comprendre. Ici, à l'Institut [Institut universitaire européen], nous menons un projet très intéressant intitulé *The Puzzles of Politics*, qui tente de répondre aux inquiétudes des citoyens européens qui sont désorientés par la politique européenne, qui ne la comprennent pas. Avec *The Puzzles of Politics*, nous essayons d'expliquer la politique européenne aux citoyens qui ressentent de la confusion à son égard. Cette tâche demande toutefois du temps et de l'attention. Si vous voulez apprendre à un enfant comment faire des additions, vous devez d'abord capter son attention. Si vous voulez expliquer la politique européenne à un citoyen, vous devez aussi capter son attention, car la connaissance ne se transmet pas de façon innée ou diffuse. La transmission de connaissance nécessite de l'attention, de l'engagement et une volonté de comprendre. Or les Européens ont assimilé en profondeur le modèle politique de Montesquieu, qu'ils comprennent machinalement. Nous comprenons tous qu'il existe un gouvernement, un parlement et un système judiciaire. Nous élisons un parlement, qui élit un gouvernement, le pouvoir judiciaire étant indépendant des deux autres, etc. Tout cela nous apparaît très clairement. Depuis l'époque de Montesquieu, il nous fallu cinq ou six cents ans pour assimiler ce concept qui nous paraît tellement aller de soi que nous avons du mal à comprendre et accepter tout concept différent. Or la construction européenne n'a rien à voir avec le schéma politique de Montesquieu. Elle ne comporte pas de pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Ainsi la Commission est de nature partiellement exécutive, législative et judiciaire. Elle incarne un peu ces trois pouvoirs à la fois. Le Conseil européen n'est pas vraiment le pouvoir exécutif. On peut dire qu'il l'est en partie mais qu'il agit aussi comme un sénat. Le Parlement ressemble au congrès d'un pays fédéral, il est une composante – seulement une composante – de la représentation parlementaire. Il correspondrait au Sénat des États-Unis et n'a pas tous les pouvoirs détenus par un parlement national. Ainsi, il n'élit pas de gouvernement. Par ailleurs, dans un parlement national se livre une bataille entre le gouvernement et l'opposition. Cela n'est pas le cas au Parlement européen car il ne renferme ni gouvernement ni opposition. Au Parlement européen, il s'agit de former des consensus, d'arriver à des accords, tandis que dans un parlement national, l'accord est l'exception et l'affrontement est la situation normale. Au Parlement européen, c'est le contraire: arriver à un accord est la norme, et un affrontement arrive

lorsqu'il n'y a plus moyen de procéder autrement. Même alors, un affrontement est habituellement stérile. En effet, les institutions n'ont pas été conçues pour servir de champs de bataille mais pour favoriser l'atteinte d'accords politiques – ce qui est beaucoup moins sexy, n'est-ce pas? Le consensus est beaucoup moins attrayant que le combat. C'est pourquoi le Parlement européen a fait l'objet d'une attention totale et absolue de la part de la société européenne au moment où nous avons voté la mention de défiance à l'encontre du commissaire Buttiglione, c'est-à-dire lorsqu'un drame s'est produit, un drame suivi d'une «mort», puisqu'une personne a été assassinée politiquement. «Voyez cela: ils ont exclu un commissaire, un autre est proposé et cela cause un conflit car ils disent non à Barroso.» Ce sont les conflits qui attirent l'attention générale. En revanche, quand on arrive à un accord sans arriver à de telles extrémités, la nouvelle ne passionne pas les foules. Il est donc plus difficile de faire de la politique sans attirer d'attention médiatique. C'est peut-être plus constructif et plus important, mais c'est moins visible.

13. Projets d'avenir

[Cristina Blanco Sío-López] Votre carrière présente deux facettes: l'une politique et l'autre académique. Vous évoquez ce projet très intéressant mené actuellement à l'Institut universitaire européen. Pourriez-vous nous parler de vos intentions et de votre vision concernant ce nouveau poste de président de l'Institut universitaire européen à Florence?

[Josep Borrell] J'aimerais faire de l'IUE – qui est une grande institution académique – un important centre d'appui intellectuel à la construction européenne, un grand centre de débat et de réflexion au plus haut niveau politique sur le concept d'Europe. C'est dans ce but qu'il a été créé. Au fil du temps, cette mission initiale a été un peu perdue de vue. Aujourd'hui, je pense que nous «fabriquons» de plus en plus des professeurs de haut niveau universitaire qui n'apportent pas de contribution intellectuelle au processus de construction européenne. Nous y contribuons beaucoup mais pas suffisamment à mon goût. Mon ambition et mon défi consistent donc à faire de cette institution, qui est financée par les citoyens européens, un grand centre de réflexion sur le processus d'intégration européenne et sur les nombreux problèmes que les sociétés européennes doivent affronter: immigration, vieillissement de la population, intégration économique, politique monétaire, rôle de l'Europe dans le monde, construction d'une Europe politique supranationale transcendant les partis politiques nationaux et les visions nationales de la politique. Autant de thèmes qui ont besoin d'un grand appui intellectuel, que l'IUE devrait être capable de donner. Comme je le disais, c'est dans ce but qu'il a été conçu.

14. L'apport de l'Espagne au processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Oui. Pour conclure, j'aimerais vous poser cette double question: selon vous, quelles ont été les contributions les plus importantes de l'Espagne à ce processus de construction européenne; par ailleurs, qu'est-ce que l'Espagne a reçu de l'Europe?

[Josep Borrell] Pour ce qui est de recevoir, nous avons reçu beaucoup. Nous avons reçu une crédibilité économique et financière. Nous avons reçu une solvabilité internationale. Nous avons aussi reçu des fonds mais, comme je l'ai dit, cela n'est pas le plus important. Nous avons retrouvé un rôle au niveau mondial que nous n'avions plus du temps de l'Espagne de la dictature. Nous avons eu

beaucoup d'influence sur la construction européenne, mais celle-ci nous a donné l'occasion d'exister dans le monde, de nous moderniser du point de vue matériel et psychologique. Aujourd'hui, l'Europe nous accepte parce que nous sommes probablement l'une des sociétés les plus ouvertes et développées dans le sens intellectuel et psychologique du terme, pour tout ce qui concerne les coutumes, les libertés politiques, le concept de citoyenneté, les droits, etc. L'Espagne a également beaucoup contribué à la construction de cette Europe des citoyens et des droits. Le concept de citoyenneté européenne est un concept espagnol. Nous avons fait beaucoup pour que l'Europe ne soit pas seulement un marché, un lieu de rencontres d'offres et de demandes où la motivation est celle du bénéfice à tirer d'un échange économique. Nous avons fait beaucoup pour que l'Europe soit aussi un lieu où se construisent la cohésion sociale – pas uniquement territoriale – et la solidarité. Tout cela porte notre empreinte. Nous avons apporté une version non mercantiliste de l'Europe et avons essayé d'encourager l'Europe à jouer un rôle dans le monde, à commencer par l'Amérique latine, qui est notre domaine de référence. Avec un succès mitigé, je dois le reconnaître, puisque l'Europe ne s'intéresse pas beaucoup à ce qui se passe dans l'Atlantique sud. Il faut dire qu'elle a déjà bien assez de travail en s'intéressant à ce qui se passe dans la région méditerranéenne toute proche. Il n'empêche que l'Espagne a été une référence respectée. Elle a beaucoup contribué à développer cette dimension d'une Europe qui ne soit pas strictement monétaire et mercantiliste. Du reste, l'Espagne demeure le pays où la vocation européeniste est la plus marquée.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Un très grand merci.

[Josep Borrell] C'est moi qui vous remercie.

[Cristina Blanco Sío-López] Merci pour votre grande amabilité. Merci aussi pour cette analyse empreinte de réflexion et d'introspection de ce qu'a signifié la construction européenne pour vous, qui vous êtes efforcé de faire avancer ce processus. Encore une fois merci.

[Josep Borrell] Je vous en prie.